

[Texte]

hear it, but I would like you to give the Minister the message that the policy of this government is systematically destroying the red meat industry and the feeding of beef and pork in western Canada, and they are doing it either by design or ignorance. There are too many government programs that are biased against the West, and it is certainly not in the best interests of the Canadian producer.

Perhaps you are not aware that the subsidy on feed grains was dropped a little over a year ago. It will soon be two years ago. The western beef producer at that time felt that he was going to be in a position to compete with his counterpart in eastern Canada. I recognize, sir, that the producer of red meat in eastern Canada does have a certain problem as compared to other segments of our economy. For instance, industry has to compete with industry, and high-cost production is the same. Nevertheless, this increases the problem for the western Canadian producer.

When the western producer thought he was going to get away from this inequity that developed as a result of the feed subsidy program from the Lakehead to Montreal, he thought then that he had an advantage. But I said at the time that all that was going to happen would be that the western grain producer would get a compensating amount less for his grain, and this is exactly what has happened.

Now my question to you is, under your present feed subsidy program how much less is the government putting into it under this program than they did the former one?

**Mr. Heney:** If I understand your question correctly, the anticipated reduction in monies on feed freight assistance was \$55 million over five years, and it is that \$55 million that is being used as these assistance programs in Ontario, Quebec, in the parts of Ontario where feed freight assistance was removed, and in B.C. where it was reduced to provide this capability of assisting them in grain storage or in cereals agriculture related to grain. The anticipation was that it was \$55 million.

**Mr. Towers:** It would then be correct to assume, in view of the fact that the Canadian Wheat Board has committed the western prairie grain producers to a competitive price on the Montreal market with U.S. corn, that the federal government is not saving any money whatsoever under that program. This program is taking up the money that was saved on the other...

**Mr. Heney:** The first five years.

**Mr. Towers:** The first five years. And is it a correct assumption then to assume that the government is not saving a dollar?

**Mr. Heney:** To the extent that the producers in the three provinces concerned, Quebec, Ontario and B.C., had programs that over the five-year span pick up the \$55 million, then there would be no saving. No.

[Traduction]

soit présent car je voudrais lui faire comprendre que la politique de son gouvernement détruit systématiquement la boucherie ainsi que l'élevage bovin et porcin dans l'Ouest du Canada. Et cela est fait soit à dessein soit par ignorance. Il y a trop de programmes gouvernementaux qui défavorisent l'Ouest et cela n'est certainement pas dans l'intérêt des producteurs canadiens.

Peut-être ne savez-vous pas que les subventions pour les grains fourragers ont diminué un peu l'an passé. Il se sera bientôt écoulé deux ans depuis et l'éleveur de bétail de boucherie de l'Ouest à l'époque espérait être en bonne position concurrentielle avec son homologue de l'Est du Canada. Je reconnais que le producteur de viande rouge dans l'Est du Canada fait face à des problèmes qui n'existent pas dans d'autres secteurs de notre économie. Par exemple, les industries en concurrence les unes avec les autres et le coût de production est élevé pour toutes. Néanmoins, cela complique les choses pour l'éleveur canadien de l'Ouest.

Lorsque cet éleveur pensait qu'on allait mettre fin à cette injustice qui résultait du programme de subventions des aliments pour bestiaux entre Lakehead et Montréal, il pensait alors pouvoir obtenir un avantage. Mais j'avais déclaré à l'époque que tout ce qui se produirait c'était que le céréaliculteur de l'Ouest recevrait un montant moins élevé de compensation pour ses grains. Or, c'est bien ce qui est arrivé.

Je vous demande donc de me dire dans quelle mesure le gouvernement a réduit sa contribution à ce programme par rapport au précédent, c'est-à-dire dans ses nouveaux programmes de subvention des aliments pour bestiaux?

**M. Heney:** Si je comprends bien votre question, on avait prévu qu'il y aurait une réduction des crédits fournis pour le rajustement de l'aide au transport des céréales fourragères de l'ordre de 55 millions de dollars, étalée sur cinq ans; or, ce sont ces 55 millions de dollars qui sont utilisés pour ces programmes d'aide à l'Ontario, au Québec et à certaines parties de l'Ontario où on avait supprimé cette aide au transport des céréales fourragères et en Colombie-Britannique où on l'avait réduit pour permettre d'aider à l'entreposage des céréales ou des grains fourragers. On avait prévu 55 millions de dollars.

**M. Towers:** On serait donc en droit de supposer, vu que la Commission canadienne du blé s'est engagée envers les céréaliculteurs des Prairies de l'Ouest à fournir sur le marché de Montréal à un prix concurrentiel avec le blé américain, que le gouvernement fédéral n'économise rien dans le cadre de ce programme. Ce programme prend l'argent qui avait été économisé mais d'un autre côté...

**M. Heney:** Les cinq premières années.

**M. Towers:** Oui. Peut-on donc émettre l'hypothèse que le gouvernement n'économise rien?

**M. Heney:** Dans la mesure où les producteurs des trois provinces intéressées, soit le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, disposaient déjà de programmes qui au cours de ces cinq années utilisaient ces 55 millions de dollars, dans ce cas, il n'y a eu aucune économie.